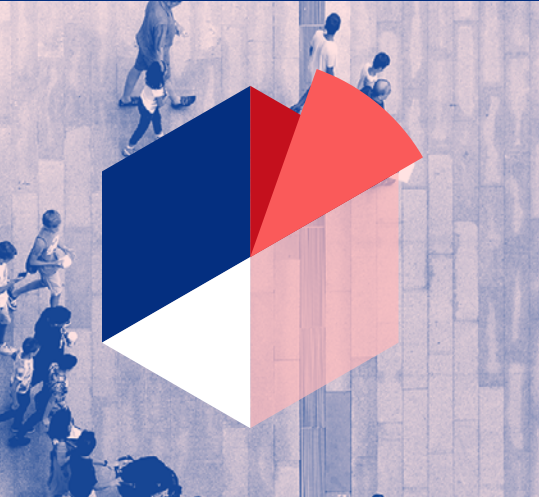


# Le PIB ralentit et le pouvoir d'achat des ménages se replie

Insee Première • n° 2105 • Mai 2026



En 2025, l'activité ralentit : le PIB (en volume, sans correction des jours ouvrés) croît de 0,8 %, après une croissance de +1,5 % en 2024. La croissance de l'économie française est portée par la demande intérieure et par un mouvement de restockage. La consommation des ménages ralentit tandis que l'investissement repart un peu à la hausse. À l'inverse, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance du PIB, à hauteur de -0,2 point, après l'avoir fortement soutenue en 2023 et 2024.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par unité de consommation se replie de 0,7 % après +2,2 %, principalement sous l'effet d'un fort repli des dividendes versés aux ménages, contrecoup du bond enregistré en 2024. Le taux de marge des sociétés non financières diminue de 0,5 point à 32,2 %. Le besoin de financement de la Nation atteint 0,3 % du PIB en 2025 (soit 8,0 Md€) du fait d'une légère dégradation du solde des échanges extérieurs.

En 2025, le PIB croît de 0,8 % en volume aux prix de l'année précédente, après une croissance de +1,5 % en 2024 ► **figure 1 ► encadré**. La production ralentit (+0,9 % après +1,2 % en 2024), tandis que les consommations intermédiaires accélèrent (+1,0 % après +0,5 %). La valeur ajoutée ralentit donc nettement (+0,8 % après +1,9 %)

Après une forte baisse en 2024 liée à des conditions climatiques particulièrement défavorables, la production agricole rebondit partiellement en 2025 (+1,5 % après -5,4 %). Elle est soutenue par le redressement de la production céréalière, mais est freinée par une récolte viticole

en demi-teinte qui a été perturbée par la sécheresse et par la canicule estivale. La valeur ajoutée de la branche agricole rebondit de façon nettement plus marquée (+8,4 % après -13,0 %), les consommations intermédiaires de la branche étant par nature moins volatiles que sa production.

Après avoir été stable en 2024, la production industrielle repart à la hausse (+1,1 %), en lien avec le rebond de la production manufacturière (+1,2 %). Cette dernière est portée par l'accélération de la production en « autres matériels de transport » (+10,6 % après +5,3 %), en

particulier dans l'aéronautique. De plus, après avoir fortement chuté en 2024, la production automobile se redresse partiellement en 2025 (+3,3 % après -9,5 %), dans un contexte d'électrification du marché de véhicules et malgré des arrêts ponctuels d'usines à l'automne. À l'inverse, la production d'« autres produits manufacturés » se replie de 1,3 %. La valeur ajoutée industrielle progresse de +0,6 %, en net ralentissement par rapport à l'année précédente (+5,5 %). En effet, les consommations intermédiaires rebondissent nettement, en particulier dans l'aéronautique, ainsi que dans l'énergie où elles étaient en net recul en 2024.

## ► 1. Le PIB et les opérations sur les biens et les services

Catégorie	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2025			
	2023	2024	2025	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en points)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>0,8</b>	<b>2 991,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,9</b>	<b>0,8</b>
Importations	-0,2	-0,6	2,8	1 023,8	-1,2	1,6	1,0
<b>Total des emplois finals</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>4 014,8</b>	<b>0,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>
Consommation effective des ménages, dont :	0,8	0,9	0,5	2 082,6	1,0	1,5	0,4
<i>Dépense de consommation des ménages</i>	0,8	0,8	0,4	1 545,9	0,8	1,2	0,2
<i>Consommation individualisable des administrations</i>	0,5	1,2	1,1	467,1	1,4	2,6	0,2
Consommation collective des administrations publiques	2,6	1,9	-0,3	252,5	1,3	1,0	0,0
Formation brute de capital fixe, dont :	1,3	-0,9	0,5	663,6	1,2	1,7	0,1
<i>Entreprises non financières</i>	4,5	-0,1	0,4	364,8	1,2	1,6	0,1
<i>Ménages</i>	-8,2	-9,8	-0,2	133,1	1,4	1,2	0,0
<i>Administrations publiques</i>	5,4	5,3	2,6	132,2	1,0	3,7	0,1
Variation de stocks (contribution à la croissance)	-0,4	-0,4	0,5	6,8	0,0	0,0	0,5
Exportations	2,5	3,2	2,3	1 009,4	-1,1	1,2	0,8

**Lecture** : Le PIB augmente de 0,8 % en 2025 en volume et atteint 2 991,1 milliards d'euros.  
**Source** : Insee, comptes nationaux, base 2020.

La production baisse de nouveau dans le secteur de la construction (-2,0 % après -1,5 %), en particulier dans le bâtiment. La production de services marchands hors construction ralentit (+1,4 % après +2,3 %). Elle se replie de 1,3 % dans les services aux ménages avec le contrecoup lié aux ventes de billets des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 (JOP). Pour la même raison, la production ralentit dans l'information-communication, qui avait été dynamique en 2024 du fait de la retransmission télévisée et radio des JOP.

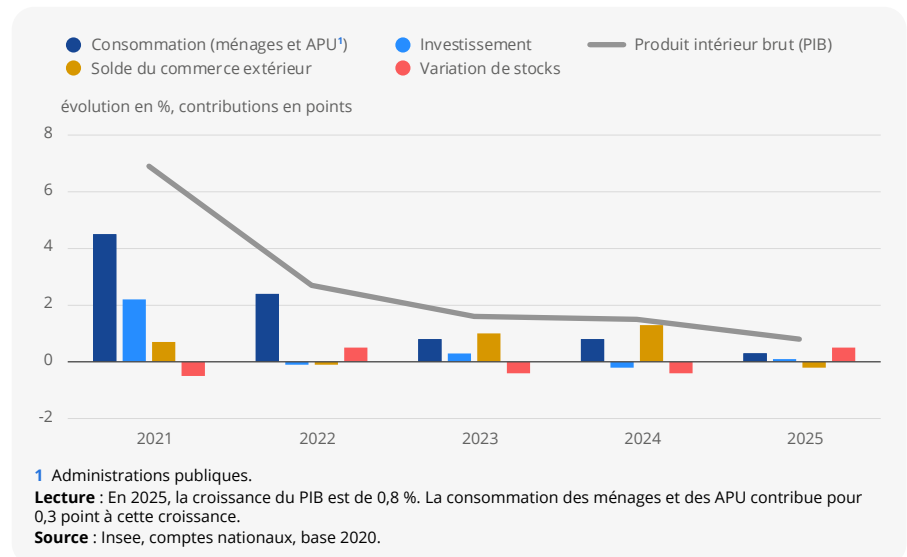
En ce qui concerne les composantes de la demande, la croissance est portée en 2025 par la demande intérieure hors stocks, qui contribue à hauteur de +0,5 point via toutes ses composantes (consommation des ménages et des administrations publiques, investissement). À l'inverse, le solde extérieur se dégrade et pèse sur la croissance (contribution de -0,2 point), mais cette détérioration est plus que compensée par un mouvement de stockage (contribution de +0,5 point), lié en partie aux difficultés d'écoulement des stocks dans les matériels de transport ► **figure 2**.

### La consommation des ménages ralentit

La consommation des ménages progresse mais ralentit en 2025 (+0,4 % en volume après +0,8 % en 2024), malgré des prix qui augmentent nettement moins que l'an passé (+0,8 % après +2,2 %). La consommation en biens est quasi stable, après deux années de repli (-0,1 % après -0,4 % en 2024 et -1,8 % en 2023). La consommation de biens fabriqués recule (-0,7 % après une stabilité en 2024), en particulier dans l'habillement-textile et dans les matériels de transport, dans un contexte d'entrée en vigueur de plusieurs normes sur les véhicules, ainsi que du durcissement du bonus et du malus écologique en début d'année 2025. En revanche, après trois années de net recul en lien avec l'inflation, la consommation en produits alimentaires hors tabac repart un peu à la hausse (+1,0 % après -0,5 % en 2024 et -3,3 % en 2023). La consommation en énergie augmente modérément en 2025 (+0,3 % après +0,7 %), en dépit de prix en baisse pour la première fois depuis 2020 (-2,7 % après +4,6 %).

La consommation en services ralentit en 2025 (+1,2 % après +2,0 %). Elle est freinée par les dépenses de services aux ménages (-0,7 % après +5,8 %), avec notamment le contrecoup liés aux achats de billets pour les JOP de 2024. La consommation en services principalement non marchands décélère franchement (+0,2 % après +3,4 %), tandis que leurs prix augmentent (+3,2 % après +2,6 %), en lien avec la hausse du prix des consultations. Enfin, les dépenses des touristes étrangers en France ont été plus dynamiques que celles des Français à

## ► 2. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



l'étranger en 2025, dans le sillage de la tenue des JOP en 2024.

La consommation individualisable des administrations publiques croît de 1,1 % en 2025, après +1,2 %. Le volume des dépenses des hôpitaux publics et de médicaments remboursés par la sécurité sociale continue d'augmenter. À l'inverse, la consommation en éducation poursuit son recul, dans le sillage de la baisse des effectifs scolaires.

La consommation collective des administrations publiques marque nettement le pas après quatre années dynamiques (-0,3 % après +1,9 %), en lien avec le fort ralentissement des dépenses de fonctionnement [Beaujour Bourget et al., 2026].

### L'investissement repart un peu à la hausse

En 2025, l'investissement augmente de 0,5 % en volume, après un recul de 0,9 % en 2024. L'investissement public ralentit (+2,6 % après +5,3 %). Après deux années de forte hausse, l'investissement public en construction freine (+2,0 % après +6,8 % en 2024 et +5,3 % en 2023), alors qu'il est habituellement soutenu en fin de cycle électoral, probablement en lien avec un rebond des investissements post-crise sanitaire qui a conduit à répartir les dépenses de construction sur une durée plus longue que d'habitude, ainsi que par des restrictions budgétaires.

L'investissement des entreprises non financières repart un peu à la hausse (+0,4 % après -0,1 %), soutenu par la nouvelle hausse de l'investissement dans les services informatiques et dans la recherche et développement. En revanche, leur investissement en construction recule (-3,5 % après +0,9 %).

L'investissement des ménages se stabilise (-0,2 % après -9,8 %). Leur investissement en construction baisse, mais moins qu'en 2024 (-3,6 % après -10,4 %), dans un contexte de légère baisse des taux de crédits immobiliers. Il continue de se replier en construction de logements neufs, malgré une remontée de la production de logements en fin d'année, mais il se stabilise en entretien-amélioration. L'investissement en services comptables et juridiques rebondit nettement (+12,3 % après -7,3 %), dans le sillage de l'augmentation des transactions immobilières, qui joue sur le volume des frais de notaire associés.

Au total, l'investissement en construction est en baisse de 2,4 % sur l'année, après -1,8 % en 2024. En revanche, l'investissement en biens se redresse (+0,5 % après -2,2 %) et l'investissement en services augmente de +4,4 % après +1,3 % en 2024.

### La balance commerciale de la France se dégrade légèrement

En 2025, les exportations en volume restent soutenues (+2,3 % après +3,2 % en 2024), tandis que les importations se redressent nettement (+2,8 % après -0,6 %). De ce fait, les échanges extérieurs pèsent sur la croissance de l'activité en 2025, à hauteur de -0,2 point de PIB, après l'avoir fortement soutenue en 2023 et 2024.

Cette légère dégradation provient d'abord des biens (hors énergie). Si les exportations d'aéronautique et naval ainsi que celles de biens d'équipement se redressent fortement dans le sillage de la production, les exportations d'automobiles reculent en 2025. De plus, les importations d'autres produits manufacturés rebondissent franchement (+3,0 % après -0,7 %), notamment en chimie et en pharmacie, tout comme celles de biens

d'équipement (+2,1 % après -4,1 %), et celles d'aéronautique et naval accélèrent (+17,2 % après +8,1 %).

Les services dégradent également le solde des échanges extérieurs : les exportations décélèrent (+2,3 % après +5,2 %), n'étant plus soutenues par les services aux entreprises (+1,8 % après +11,9 %), tandis que les importations accélèrent un peu (+4,2 % après +2,6 %), stimulées par les services de transport, les services aux entreprises et l'information-communication.

À l'inverse, la facture énergétique améliore le solde : les importations de gaz et de pétrole brut rebondissent un peu (+3,5 % après -6,2 %) mais les importations de produits pétroliers raffinés se replient nettement (-8,5 % après +2,0 %). Par ailleurs, les exportations en énergie-eau-déchets ralentissent fortement (+2,9 % après +19,2 %), sous l'effet de la décélération des exportations d'électricité, qui avaient été très dynamiques sur 2023 et 2024.

Le prix des importations (-1,2 %) recule quasi autant que celui des exportations (-1,1 %). Pour les importations, le recul provient quasi intégralement des prix de l'énergie ; pour les exportations, l'énergie explique un tiers du recul, le reste étant lié au repli des prix des services après une année 2024 dynamique. Les termes de l'échange restent stables en 2025 et le commerce extérieur ne contribue donc pas au déflateur du PIB.

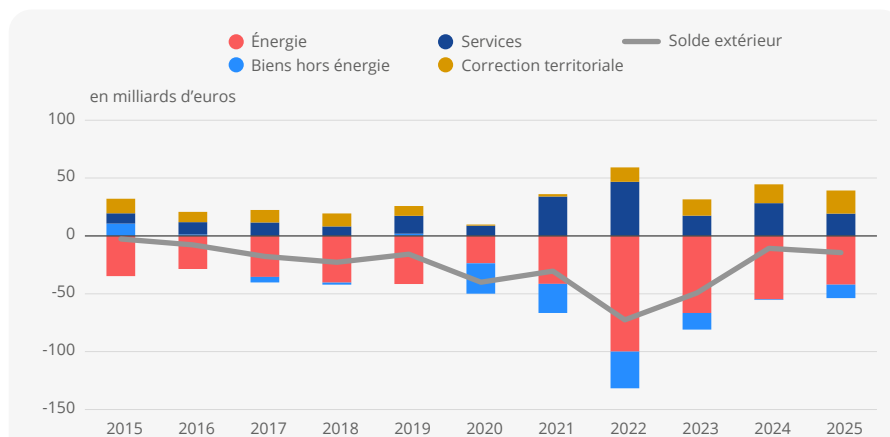
La balance commerciale de la France se dégrade au final de 3,7 milliards d'euros (Md€) ► **figure 3**. Elle s'établit à -14,4 Md€ en 2025, après le redressement de 2024 à -10,7 Md€, qui correspondait au niveau le moins dégradé depuis 2016. Par rapport à la période d'avant-crise sanitaire et énergétique, la balance commerciale reste détériorée pour l'énergie, mais elle est compensée par une nette progression de la balance en services.

### Le pouvoir d'achat se replie

En 2025, le pouvoir d'achat du revenu disponible (RDB) des ménages se replie de 0,4 % après une hausse de 2,7 % en 2024 : le ralentissement du RDB en valeur (+0,5 % après +5,0 %) est atténué par le reflux de l'inflation (+0,8 % après +2,2 %). Ramené au niveau individuel et en tenant compte de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat baisse de 0,7 % après une hausse de 2,2 % en 2024 ► **figure 4**.

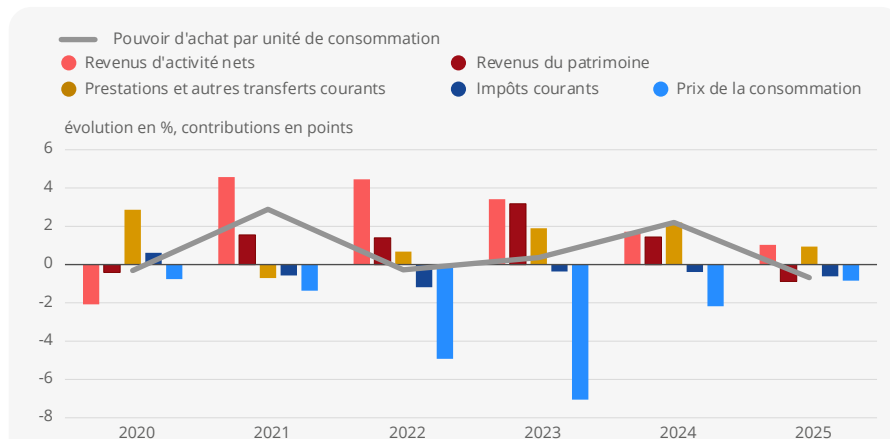
Premier facteur de repli, les revenus du patrimoine contribuent pour -0,9 point en 2025 à la baisse du pouvoir d'achat alors qu'ils participaient pour 1,4 point à sa hausse de 2024. Ensuite, le ralentissement des prestations sociales contribue également (+1,0 point après +2,0 points), de même que

### ► 3. Solde des échanges extérieurs depuis 2015



**Lecture :** En 2025, le solde extérieur est déficitaire à -14,4 milliards d'euros (Md€). La facture énergétique et le solde des biens hors énergie sont en déficit de respectivement 42,2 Md€ et de 11,6 Md€. Ils sont en partie compensés par le solde des échanges de services et la correction territoriale excédentaires de respectivement +19,3 Md€ et de +20,0 Md€.  
**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.

### ► 4. Pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation



**Note :** La contribution du facteur démographique « par unité de consommation » n'est pas affiché. Il réduit de 0,5 point l'évolution du pouvoir d'achat en 2024 et de 0,3 en 2025.  
**Lecture :** En 2025, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages par unité de consommation diminue de 0,7 %. Le prix de la consommation contribue pour 0,8 point à la baisse, les prestations sociales et autres transferts courants pour 0,9 point à la hausse.  
**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.

celui des revenus d'activité (+1,0 point après +1,7 point). Par ailleurs, les impôts pèsent un peu plus en 2025 qu'en 2024 (-0,6 point après -0,4 point). Enfin, l'inflation contribue pour -0,8 point.

Les revenus du patrimoine diminuent de 3,9 %, largement sous un effet de ciseaux enregistrés sur les dividendes reçus. Ces derniers avaient fortement augmenté en 2024 (+13,9 Md€), possiblement par anticipation de la contribution différentielle à venir sur les hauts revenus, discutée au Parlement à l'automne 2024 et finalement mise en place en 2025 ; ils chutent par contrecoup en 2025 (-10,5 Md€).

De plus, les revenus d'activité ralentissent (+1,7 % après +2,8 %), de même que les prestations sociales (+2,9 % après +6,0 % [Beaujour Bourget et al., 2026]). Les impôts augmentent de 4,1 %, après +2,6 % en 2024, plus vite que leur assiette (typiquement les revenus d'activités et les prestations sociales).

Le taux d'épargne des ménages diminue à 17,9 % après 18,5 % en 2024 ► **figure 5**. En deçà de son pic de 2020 (20,4 %), il demeure nettement plus élevé que sa moyenne telle que mesurée entre 2009 et 2019 (14,7 %).

Avec la baisse des taux d'intérêt, le nombre de transactions immobilières rebondit. Ainsi, l'investissement des ménages (hors entrepreneurs individuels) augmente en valeur de 1,2 %, sans effacer deux années de baisse. Le taux d'épargne financière diminue de 0,6 point pour atteindre 9,0 %. Il était de 5,1 % en moyenne entre 2009 et 2019.

Le RDB ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont les ménages disposent. En effet, tout ou partie du coût de certains biens et services est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, etc. En 2025, le revenu disponible ajusté, qui englobe ces dépenses, progresse un peu plus fortement que le RDB (+0,9 % en valeur).

Le coût des services publics individualisables, du fait de la progression des salaires dans ce secteur, augmente davantage que le RDB.

## Le taux de marge des sociétés non financières diminue

En 2025, la valeur ajoutée (VA) des sociétés non financières (SNF) ralentit de nouveau en valeur (+1,0 % après +2,8 % en 2024), et augmente de 15,3 Md€. La rémunération des salariés ralentit également avec une hausse de 20,0 Md€ (après +30,1 Md€). En outre, les impôts nets des subventions sur la production diminuent (-1,7 Md€ après -1,4 Md€). Au total, l'excédent brut d'exploitation fléchit légèrement à 497,5 Md€ (-3,0 Md€, après +13,4 Md€). Le taux de marge diminue de 0,5 point pour atteindre 32,2 %, après une

stabilité en 2024. Il reste 1,5 point au-dessus de son niveau de 2019.

En 2025, les revenus de la propriété versés nets des reçus par les SNF se contractent nettement de 13,9 Md€, après une hausse de 31,6 Md€. En particulier, les dividendes versés se replient (-6,4 Md€ après +8,3 Md€) tandis que les dividendes reçus marquent le pas en 2025 (-0,4 Md€ après -9,6 Md€). De plus, les intérêts versés nets des reçus par les SNF diminuent également (-6,3 Md€).

La diminution du solde des revenus versés est en grande partie compensée par une hausse des impôts (+8,3 Md€), largement du fait de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. L'épargne des SNF ressort quasi stable (-1,7 Md€) en 2025. L'investissement continue de croître (+5,7 Md€ après +4,9 Md€). Ainsi, le taux

d'autofinancement des SNF perd 2,0 points et atteint 88,8 %. Les SNF accroissent légèrement leurs stocks en 2025 après avoir fortement déstocké en 2024 (+2,5 Md€ après -11,0 Md€). Au final, les SNF ont un besoin de financement de 3,9 Md€ en 2025, après avoir dégagé un excédent en 2024 de 17,5 Md€.

## L'activité des sociétés financières accélère avec la reconstitution des marges d'intérêt

En 2025, les sociétés financières (SF) effacent la chute de leur activité de 2023 : leur VA augmente de 15,8 % en 2025, après +9,4 % en 2024 et -13,1 % en 2023. Ce profil est largement imputable à la trajectoire des marges d'intérêt, i.e. l'écart entre les taux auxquels prêtent les banques et les taux auxquels elles empruntent, qui contribue à mesurer l'activité d'intermédiation financière. Les taux auxquels elles prêtent, à l'actif des banques commerciales, évoluent plus lentement que les taux auxquels elles empruntent, au passif des banques, car la maturité des actifs est nettement plus longue que celle des passifs. Le profil de la VA reflète ainsi principalement l'augmentation plus forte des taux auxquels elles empruntent en 2023, dans le sillage des taux directeurs de la BCE, puis leur repli également plus marqué en 2025.

Au final, le besoin de financement des SF se réduit : 21,9 Md€ en 2025, après 35,7 Md€ en 2024. Il est largement porté par les assurances (24,7 Md€).

## Le besoin de financement de la Nation augmente

Le besoin de financement de la Nation s'accroît de 3,3 Md€ en 2025 pour atteindre 8,0 Md€, soit 0,3 % du PIB. La dégradation du solde des échanges extérieurs (-3,7 Md€), est à peine atténuée par une amélioration du solde des flux monétaires (salaires des transfrontaliers, dividendes de filiales à l'étranger, etc. : +0,4 Md€).

Janine Eguienta, Jean-Cyprien Héam, Pauline Meinzel (Insee)



Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur [insee.fr](https://www.insee.fr)

## ► 5. Principaux ratios des comptes des sociétés non financières et des ménages

Catégorie	en %				
	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Sociétés non financières</b>					
Taux de marge	33,5	30,8	32,8	32,7	32,2
Taux d'autofinancement	100,2	89,2	99,1	90,8	88,8
<b>Ménages</b>					
Taux d'épargne	19,1	16,9	17,0	18,5	17,9
Taux d'épargne financière	7,7	5,6	6,9	9,7	9,0

**Lecture :** En 2025, le taux de marge des sociétés non financières s'établit à 32,2 % de leur valeur ajoutée.

**Source :** Insee, comptes nationaux, base 2020.

### ► Encadré – Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2025 s'accompagne de la publication du compte définitif 2023 et du compte semi-définitif 2024, en base 2020, qui actualisent les estimations précédentes de mai 2025. La croissance du PIB en 2023 est révisée à +1,6 % (+0,2 point), et la croissance de 2024 est révisée à +1,5 % (+0,3 point), dans le sillage de la révision de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière [[Insee, 2026](#)] [[Vermersch, 2026](#)].

Pour l'année 2025, la croissance du PIB, corrigée de l'effet des jours ouvrables (CJO), avait été estimée à +0,9 % lors de la première estimation du premier trimestre 2026 (comptes trimestriels). Cette évolution n'est pas révisée à l'arrondi lors de cette publication, même si sa composition est un peu revue : la contribution de la demande intérieure finale est revue à la baisse (+0,5 point au lieu de +0,8 point), en particulier la consommation publique, tandis que celle du commerce extérieur est revue à la hausse (-0,2 point au lieu de -0,7 point) ; en miroir, celle des stocks est revue à la baisse (+0,6 point au lieu de +0,8 point). L'effet des jours ouvrables est négatif sur la croissance en 2025, la croissance non corrigée des jours ouvrés est donc de +0,8 %. Le déflateur du PIB est lui révisé de 0,1 point à la baisse (+1,2 % lors de la première estimation, contre +1,1 % dans le compte provisoire), de sorte que la croissance du PIB en valeur est révisée de -0,2 point à l'arrondi, à +2,0 % en données CJO au lieu de +2,2 %.

L'augmentation du revenu disponible brut des ménages est revue quant à elle à la baisse par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le premier trimestre 2026 : +0,5 % au lieu de +1,1 % car la hausse des dividendes reçus en 2024 n'avait pu être incorporée. Avec de plus une révision à la hausse du déflateur de la consommation de (+0,8 % au lieu de +0,6 %), l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut est révisée à la baisse (-0,4 % au lieu de +0,5 %). La révision de la consommation à la hausse amplifie la révision du taux d'épargne des ménages (17,9 % au lieu de 18,4 %).

### ► Pour en savoir plus

- **Beaujour Bourget M., Guessé N., Jaoui K., Delhaye L., Rey B., Salah D., Sirven L.**, « [Le compte des administrations publiques en 2025](#) », Insee Première n° 2106, mai 2026.
- **Vermersch G.**, « [Les gains de productivité français en partie retrouvés, sans effacer le retard accumulé](#) », Le blog de l'Insee, mai 2026.
- **Insee**, « [Note de révision des comptes nationaux 2023-2025](#) », mai 2026.

**Direction générale :**  
88, avenue Verdier  
92541 Montrouge Cedex

**Rédaction en chef :**  
H. Michaudon,  
S. Papon

**Maquette :**  
M. Gazaix

**Code Sage :** IP262105  
ISSN 0997-6252  
© Insee 2026  
Reproduction partielle  
autorisée sous réserve  
de la mention de la  
source et de l'auteur



**Directeur de la publication :**  
Fabrice Lenghart

**Rédaction :**  
F. Lucas

[@insee.fr](#)  
[@InseeFr](#)  
[www.insee.fr](https://www.insee.fr)

**Insee**